

# Premiers enseignements de la guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine n'est toujours pas résolu et de nombreux aspects restent incertains. Mais quelle qu'en soit l'issue, de premiers enseignements se dessinent, tant sur le plan militaire que politique. Ces considérations mettent en lumière les défis à venir et nourriront la réflexion des décideurs.

Par Niklas Masuhr et Benno Zogg

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, lancée le 24 février 2022, en a surpris beaucoup. Jusqu'à la veille, de nombreux analystes et décideurs la considéraient comme un scénario catastrophe. Ils s'attendaient à une incursion limitée autour de la Crimée et du Donbass ou à des hostilités circonscrites à l'arène diplomatique, laissant les gesticulations militaires être ce qu'elles sont – des gesticulations. Depuis, l'armée russe n'a pas enregistré les succès éclairs escomptés. Les Ukrainiens ont fait preuve d'une résistance et d'une détermination farouches, de nombreux combattants et civils y laissant tragiquement leurs vies. Les réactions occidentales, essentiellement sous la forme de sanctions et d'un appui à l'Ukraine en matière de défense et de renseignement, ont été rapides et substantielles.

Pour les experts et les responsables politiques, ce conflit marque le tournant d'une époque et présente des ramifications mondiales. L'ordre de sécurité européen, en constante dégradation depuis 2014, semble en miettes. L'issue de la guerre menée par la Russie en Ukraine – à supposer qu'elle reste limitée à ce territoire – reste incertaine. Plusieurs scénarios sont possibles, avec des répercussions très différentes. La suite des événements dépend des interactions militaires et politiques en Ukraine et en Russie, mais aussi probablement avec Pékin, Bruxelles et Washington. Il est donc essentiel d'avoir conscience des limites actuelles de nos connaissances.



Un char détruit lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dans la région de Kyiv, le 20 mars 2022. Service de presse de l'armée de terre ukrainienne via Reuters.

Cependant, certains enseignements durables se dégagent d'ores et déjà des premières semaines de guerre en Ukraine. Ces conclusions – non exhaustives – sont valables quelle que soit l'évolution de la situation, de la conclusion rapide d'un accord de paix à la persistance d'une insurrection brutale pendant des années. Les enseignements d'ordre politique et militaire que l'on peut tirer à ce jour portent notamment sur les idées fausses que l'on se fait du déroulement d'une guerre, les facteurs susceptibles de

renforcer des défenseurs aux capacités théoriquement inférieures, les perspectives incertaines de la stabilité stratégique et de la sécurité coopérative, l'unité occidentale et le rôle des sanctions. Ces considérations font apparaître plusieurs défis et peuvent éclairer les futures décisions concernant le conflit, l'Europe de l'Est au sens large, la sécurité européenne, les stratégies d'endiguement et de dissuasion de la Russie et les politiques de défense, de sécurité et de développement économique en Occident et au-delà.

## Lacunes offensives

Après un mois de combats soutenus, l'invasion russe marque le pas. Si l'issue de la guerre reste incertaine, il est évident que les dirigeants politiques et militaires de Moscou se sont lancés dans le conflit avec une idée plutôt confuse de sa nature. Semblant croire au discours qu'ils servaient à la population sur l'Ukraine, les décideurs s'attendaient à ce que la partie soit facile. Ces présupposés les ont conduits à penser qu'en précipitant des forces légères sur Kyiv, ils pourraient gagner la guerre en quelques jours.

Aucune campagne d'envergure n'a été menée pour neutraliser les forces aériennes ukrainiennes par des frappes de précision. Les soldats n'étaient pas informés à l'avance des opérations, ce qui a pesé sur leur moral. Les équipements, stationnés parfois depuis près d'un an à la frontière ukrainienne, étaient mal entretenus. Les lignes d'approvisionnement n'étaient pas protégées, ce qui a valu aux Russes de lourdes pertes logistiques. Selon toute vraisemblance, l'armée russe n'était pas en condition de mener des combats intenses contre une résistance solide.

Pourtant, une planification irréaliste de la campagne n'explique pas toutes les lacunes des forces russes. Si elles n'ont pas été à la hauteur des attentes, c'est notamment parce qu'elles se sont révélées incapables de conduire des opérations interarmes. Visible-ment, elles n'ont pas réussi à synchroniser sur un large front leurs chars, leur infanterie, leur artillerie et leurs autres capacités d'habilitation, telles que les fameux systèmes de guerre électronique. L'armée russe a manifestement échoué à transposer ses précédentes expériences de terrain au Donbass et en Syrie à l'échelle d'une véritable invasion. Dans ce contexte, les plans de défense ukrainiens déjà en œuvre ont accentué les pertes russes. Moscou a compensé en faisant usage de sa puissance de feu, notamment contre les centres de population ukrainiens.

Avant l'invasion, les analystes occidentaux s'intéressaient peu aux chars et à l'artillerie russes. L'idée qu'ils se faisaient de la manière dont la Russie allait mener la guerre – en s'appuyant sur des capacités «hybrides» discrètes allant de forces militaires dont elle nierait en partie l'existence à des campagnes d'influence et des perturbations stratégiques – s'est avérée trompeuse, du moins en ce qui concerne l'Ukraine. La Russie n'a pas non plus déclenché la vague massive de cyberattaques qui était considérée comme un pilier de son potentiel coercitif vis-à-vis de Kyiv. Les guerres ne se déroulent donc pas forcément selon les modèles élaborés

## Principaux enseignements

- Lorsqu'il s'agit de mener une guerre, les acteurs étatiques s'appuient sur leurs idées (parfois fausses et leurs idiosyncrasies nationales, sans tenir compte des tendances globales décelées par les analystes extérieurs.
- Des défenseurs bien préparés et bien dirigés peuvent contrebalancer un adversaire aux capacités théoriquement supérieures. L'approvisionnement par des acteurs extérieurs d'armes adaptées aux besoins du défenseur peut faire une vraie différence.
- Il convient de repenser la notion de stabilité stratégique. Du côté de la Russie, les pertes subies pourraient accroître le besoin de recourir à des forces stratégiques nucléaires et non nucléaires, et la position interne de l'élite dirigeante pourrait s'affaiblir après la guerre.
- La sécurité coopérative entre la Russie telle qu'elle se comporte actuellement et l'Occident est devenue presque impensable, même dans les domaines d'intérêt commun.
- L'Occident a la capacité de s'unir et de prendre rapidement des sanctions d'envergure. Mais il s'avère plus difficile de conserver cette unité, de communiquer sur les objectifs, de gérer les attentes ukrainiennes et de transformer les sanctions en outil diplomatique dans le cadre d'une stratégie globale à long terme.

par les analystes et les planificateurs extérieurs. Finalement, le Kremlin n'a pas adopté la stratégie «hybride» que de nombreux observateurs attendaient de sa part.

## Réussites défensives

En théorie, la Russie présentait un net avantage militaire avant l'invasion. Les efforts de guerre déployés par l'Ukraine montrent pourtant que des défenseurs bien organisés peuvent, au minimum, gagner du temps et exploiter les erreurs et l'orgueil de l'attaquant. Les forces militaires (et paramilitaires) ukrainiennes ont opposé une résistance assidue et des civils ont affronté les troupes russes dans les villes occupées. En combattant dans les faubourgs, les Ukrainiens ont empêché l'encerclement de grandes villes telles que Kyiv et Kharkiv et les forces spéciales ont été très efficaces pour arrêter les avancées russes dans les banlieues ouest de la capitale.

Correctement utilisées, des troupes bien entraînées peuvent donc avoir un impact majeur sur le déroulement d'une guerre. Il s'agit là d'un avertissement important. De fait, si les forces aéroportées russes ont subi de très lourdes pertes, c'est en grande partie parce qu'elles ont été mobilisées sans appui suffisant dans des rôles auxquels elles n'étaient pas formées et pour lesquels elles n'étaient pas équipées. Les systèmes d'armes antichars et antiaériens fournis par l'Occident ont eu bien plus d'effet qu'attendu sur l'équilibre des forces. Il conviendra d'évaluer si ce résultat est davantage imputable aux compétences ukrainiennes qu'aux insuffisances russes.

## (In)stabilité stratégique

Après ces performances inférieures aux attentes du Kremlin, l'armée russe aura cer-

tainement besoin de récupérer et de se reconstituer. Ce processus dépasse le simple remplacement des équipements perdus. Les gouvernements occidentaux surveilleront avec attention les industries clés de la Russie, surtout dans la perspective (pour l'instant incertaine) d'un allègement des sanctions qui pourrait ne pas s'étendre à toutes les technologies. Certaines capacités seront difficiles à reconstituer, notamment des forces aéroportées bien entraînées et des munitions à guidage de précision, dont certains composants sont fournis par l'Occident. Les sanctions continueront à pénaliser l'économie russe et placeront Moscou face à des dilemmes budgétaires délicats entre dépenses militaires et civiles.

La fragilisation de l'armée russe n'est pas forcément une bonne chose pour ses voisins européens. L'affaiblissement de ses forces conventionnelles pourrait inciter Moscou à miser sur les armes nucléaires et de frappe. Une telle orientation marquerait le début d'une période encore plus instable dans les relations entre l'OTAN et la Russie. L'évolution de la situation dépendra en grande partie de la posture de dissuasion que l'alliance occidentale choisira d'adopter. Considérés pendant des années comme trop alarmistes à propos de la Russie, les pays d'Europe de l'Est en particulier réclament une intensification des efforts. Alors que la stratégie de l'OTAN repose de plus en plus sur la dissuasion et la défense, certaines préoccupations légitimes pourraient et devraient avoir un effet modérateur.

La Russie disposant d'un lourd arsenal nucléaire, il est risqué de pousser Moscou dans ses retranchements. D'abord, comme l'a montré la surprise générale suscitée par l'invasion, l'Occident cerne mal le cercle res-

treint qui dirige actuellement la Russie. S'il convient de ne pas écarter d'emblée les hypothèses actuelles concernant la doctrine nucléaire russe, il faudra peut-être en revoir certaines du fait de l'incertitude qui entoure les processus décisionnels au Kremlin. La déconstruction récente de l'architecture de maîtrise des armements en Europe entraîne la Russie et les États-Unis, ainsi que l'OTAN, dans une rivalité nucléaire bien moins transparente et plus volatile. La fin en 2019 du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui interdisait tout déploiement de missiles terrestres américains et russes d'une portée allant de 500 à 5500 kilomètres, est l'un des principaux volets de ce mouvement. Pour dissuader la Russie, l'Alliance pourrait par exemple trouver intéressant de déployer de tels systèmes en Europe de l'Est ce que Moscou considérerait probablement comme une menace quasi-intolérable.

### Fin de la coopération

Après février 2022, la sécurité coopérative entre la Russie et l'Occident est devenue presque impensable, même dans des domaines d'intérêt commun tels que le cyberspace, le crime organisé, le terrorisme, la réduction des risques nucléaires ou le changement climatique. À la place, comme nous venons de le voir, les relations entre la Russie et l'Occident, et en particulier l'Europe de l'Est, sont en voie de sécurisation et de militarisation.

Les liens entre la Russie et l'Occident sont tendus depuis 2014, marqués par des crises régulières et des accusations d'ingérence. Mais avant le conflit de 2022, une certaine coopération subsistait sur certains sujets tels que l'accord sur le nucléaire iranien, l'extension du traité de réduction des armes stratégiques New START et la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans l'est de l'Ukraine. Ces exemples de sécurité coopérative nécessitaient des compromis difficiles et souvent inadéquats entre la Russie, les acteurs occidentaux et les autres parties prenantes, mais ils avaient le mérite d'exister.

Bon nombre d'accords et de formats, tels que l'Acte fondateur OTAN-Russie, sont aujourd'hui caducs. Les interactions et les compromis avec la Russie seront d'autant plus considérés comme toxiques par l'opinion publique et les décideurs occidentaux. Les échanges commerciaux, en particulier dans les domaines de l'énergie et des tech-

nologies, sont de plus en plus envisagés sous le prisme de la sécurité. La mobilité (des personnes, des biens et des idées) entre la Russie et le reste de l'Europe sera strictement limitée. En Russie, les faucons et les acteurs hostiles à l'Occident – essentiellement au sein des forces de sécurité et des services de renseignement – dominent les

## Les relations entre la Russie et l'Occident, et en particulier l'Europe de l'Est, sont en voie de sécurisation et de militarisation.

processus décisionnels et empêchent toute coopération. La posture est donc partagée. Un cessez-le-feu ou un accord de paix en Ukraine pourrait calmer le jeu, mais les niveaux d'engagement et d'interaction resteront inférieurs à ce qu'ils étaient avant 2022, et surtout avant 2014.

Dans ce contexte, les plateformes politiques régionales telles que l'OSCE risquent de se voir réduites à de simples formats d'échange diplomatique peu susceptibles de produire des accords contraignants sur les questions militaires, économiques, politiques ou environnementales, sans parler des droits de l'homme. Une exception notable pourrait être la conclusion d'accords en lien avec un éventuel règlement de la guerre en Ukraine, notamment sur les manœuvres et les déploiements militaires, le dispositif de forces, la maîtrise (régionale) des armements et les mesures de transparence et de vérification.

En résumé, l'optique sécuritaire prévaudra et les interactions seront réduites au minimum. Il reste peu de champs de coopération avec la Russie de Poutine. Les risques d'escalade sont grands et les responsables politiques devront faire preuve de persévérance (voire de courage) pour conserver des canaux de communication et de dialogue avec les dirigeants russes afin de maintenir une certaine stabilité stratégique, de limiter les risques et de garder des contacts avec la population russe.

### Unis dans les sanctions

Faisant preuve d'une unité et d'une réactivité remarquables, l'Occident a imposé de sévères sanctions à la Russie dans les jours qui ont suivi l'invasion. Les restrictions décidées par des mandats de l'ONU ou des coalitions conduites par l'Occident sont des outils couramment utilisés pour condamner et contraindre des acteurs internationaux tels que l'Iran, la Corée du Nord, le Bélarus

ou, depuis 2014, la Russie. Les sanctions dites «intelligentes» prévalaient jusqu'ici, ciblant une petite élite politique et économique et des filières bien spécifiques. En 2014, les Occidentaux n'avaient pas trouvé de consensus sur de nouvelles sanctions susceptibles de toucher plus largement la population russe, de couper l'accès de la Russie aux marchés des capitaux ou de cibler le commerce de l'énergie. L'Occident avait apporté à l'Ukraine un soutien financier et économique et, dans une certaine mesure, militaire, tout en lui reprochant sobrement la lenteur de ses réformes.

Contrairement à ce qui s'est produit lors de l'annexion de la Crimée, la Russie n'a pas atteint un niveau significatif de déni ou de légitimité lors de son invasion de 2022. Les révélations des services de renseignement occidentaux ont jeté les bases d'un train de sanctions concerté et les livraisons d'armes ont apporté aux Ukrainiens de précieux moyens de défense. Le choc d'une guerre ouverte entre États sur le continent européen, le caractère injustifié de l'attaque, l'immense souffrance de la population et les retentissants appels à l'aide des dirigeants ukrainiens sont autant de facteurs qui ont incité, voire forcé, les sociétés et les acteurs politiques à réagir. Certaines sanctions étaient auparavant considérées comme peu envisageables, notamment le gel des avoirs de la Banque centrale russe et l'abandon du projet de gazoduc Nord Stream 2. Parallèlement à ces mesures, de nombreuses entreprises occidentales se sont d'elles-mêmes retirées du marché russe. Les pays occidentaux ont fait preuve d'une disposition inédite à accueillir des réfugiés et ont exprimé leur souhait de réduire à long terme leur dépendance à l'égard des énergies russes.

L'unité, la solidarité et la détermination des sociétés et des gouvernements occidentaux ont surpris bon nombre d'observateurs, y compris le Kremlin. Elles ont démontré la capacité d'action collective de l'Occident – et l'existence même de l'Occident en tant qu'entité apte à peser concrètement sur un état de fait.

### Sanctionner et rester unis

Cette première réaction était peut-être la partie la plus facile. Deux défis majeurs se profilent désormais: utiliser les sanctions en tant qu'outil politique et maintenir l'unité du monde occidental malgré le coût économique de ces sanctions et les divergences de conceptions et d'objectifs politiques. Pour l'heure, la dimension stratégique des réactions occidentales passe au premier plan. La situation requiert une grande habileté poli-

tique, une communication et des négociations permanentes au sein de la coalition occidentale, une bonne gestion des attentes des partenaires ukrainiens, ainsi que des décisions et des compromis douloureux. Si l'appui politique et militaire apporté à l'Ukraine est sans équivoque, son ampleur est d'ores et déjà sujette à controverse parmi les gouvernements et les opinions publiques des pays de l'OTAN. Doit-on donner à l'Ukraine des garanties de sécurité crédibles et contraignantes? Est-il souhaitable d'isoler totalement la Russie? Ces questions font débat. D'autre part, les sanctions actuelles et

## L'OTAN devra trouver un subtil équilibre entre dissuasion, réassurance et stabilité stratégique.

à venir n'ont pas le même prix pour tout le monde. Les pays d'Europe centrale et orientale, plus dépendants de l'énergie russe et des échanges commerciaux avec la Russie, pourraient demander des compensations.

L'un des premiers objectifs des sanctions est de modifier les processus décisionnels de la cible. Or, le recours stratégique à cet outil pour influencer sur les calculs du président Vladimir Poutine et, *a fortiori*, pour l'inciter à négocier à propos de l'Ukraine est par nature délicat. Certaines composantes d'une telle stratégie politique, comme la proposition d'assouplir les sanctions avant que l'Ukraine ait totalement recouvré sa souveraineté territoriale, pourraient s'avérer très impopulaires et seront boudées par les décideurs. La logique consistant à «punir» purement et simplement la Russie pourrait donc l'emporter.

La question de savoir si la finalité des sanctions est «uniquement» de mettre un terme à la guerre en Ukraine ou de susciter un changement de régime en Russie fait déjà l'objet d'interprétations différentes. Les sanctions ont été adoptées rapidement pour montrer la détermination de l'Occident et condamner les actes perpétrés, mais leurs effets ne se feront sentir qu'à long terme, au fur et à mesure que la Russie sera coupée des financements et des technologies et que

ses ressources stratégiques s'épuiseront. Le mécontentement de la population et de l'élite à l'égard du régime de Poutine pourrait alors augmenter, mais ce n'est pas une certitude. Il convient de surveiller le discours russe, car des effets de ralliement patriotique et un renforcement des partisans de la ligne dure sont tout aussi plausibles.

En outre, l'unité sera difficile à conserver en cas de nouveaux développements. Si le conflit se fige ou si des cessez-le-feu tiennent, un certain nombre d'entreprises et de gouvernements occidentaux plaideront pour un assouplissement des sanctions. Si les forces russes commettent de nouvelles atrocités de masse, la pression en faveur d'un durcissement des sanctions, voire d'une intervention militaire, s'intensifiera. Et même si les pays d'Europe ont fait preuve d'une solidarité sans précédent avec les réfugiés ukrainiens, des divisions naîtront inmanquablement si le conflit se prolonge ou si les réfugiés ne peuvent ou ne souhaitent pas revenir en Ukraine. Car on sait, y compris au Kremlin, que la migration est un sujet clivant en Europe.

### Perspectives

L'agression de la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022 a mis à mal, voire réfuté, beaucoup de présupposés. On peut d'ores et déjà en tirer plusieurs enseignements qui mettent en lumière les défis à venir et qui nourriront la réflexion des analystes et responsables politiques.

L'évolution de cette crise dépendra des développements et des interactions militaires et diplomatiques qui se produiront. La situation a déjà démontré que ce conflit, et probablement les guerres en général, ne suit pas un scénario clairement établi. Dans l'épais «brouillard de guerre» et compte tenu du fait que les événements sont toujours en cours, il est essentiel de reconnaître les limites de notre compréhension actuelle. Il faudra du temps pour analyser par exemple les nombreuses stratégies et tactiques employées par l'Ukraine pour repousser un ennemi techniquement supérieur. Certaines hypothèses antérieures concernant la doctrine et le mode opératoire

russes seront probablement écartées, d'autres resteront d'actualité, même si le contexte a radicalement changé par rapport à la guerre froide. L'OTAN semble solide et l'unité occidentale a permis d'imposer des sanctions inédites avec une réactivité impressionnante. Le temps nous dira si ces coalitions perdureront et si les sanctions auront les retombées attendues. Au cours des prochaines années, l'OTAN devra trouver un subtil équilibre entre dissuasion, réassurance et stabilité stratégique.

Sur le plan politique et diplomatique, des défis se profilent au sein du camp occidental et dans les relations avec les acteurs extérieurs. Tout excès d'optimisme à propos du niveau d'unité et de la sévérité des sanctions serait mal venu. Le recours aux sanctions pour atteindre des objectifs diplomatiques requiert de l'habileté et de la sensibilité politiques, voire du courage. Punir le gouvernement russe apparaît justifié. Cependant, l'Occident devra être capable de structurer les futures relations (plus concurrentielles) avec la Russie sans perdre de vue la stabilité stratégique et les risques nucléaires.

De nombreux éléments peuvent être source d'enseignements pour les problématiques et les conflits de demain, y compris l'impact de la guerre sur la sécurité européenne et globale ainsi que les mesures de coordination et de communication mobilisées. D'autres puissances suivent déjà la situation de près, notamment la Chine, grand challenger actuel et futur de l'Occident. Dans ce contexte, il semble d'autant plus judicieux d'examiner avec attention les leçons potentielles et à venir de cette guerre, tout en ayant conscience de leurs limites.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

**Niklas Masuhr** est Senior Researcher au sein de l'équipe «Global Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

**Benno Zogg** est chef de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» du CSS.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Éditrice: Névine Schepers  
Relecture: Névine Schepers  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Plus d'éditions et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**AUKUS: sous la surface** No 300  
**L'État islamique en 2022** No 299  
**Comprendre la planification axée sur les capacités** No 298  
**Rançongiciels: approches nationales de protection** No 297  
**La cybersécurité dans le secteur de la santé** No 296  
**Pénurie globale de puces** No 295

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000540829